

RYAN, William F., *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1966. Foreword, acknowledgements, table of contents, list of tables, introduction (5-16), text (17-302), appendix I, selected bibliography, index. 348 p. \$12.00.

Lionel Groulx, ptre

Volume 20, Number 4, mars 1967

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302624ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302624ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Groulx, L. (1967). Review of [RYAN, William F., *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1966. Foreword, acknowledgements, table of contents, list of tables, introduction (5-16), text (17-302), appendix I, selected bibliography, index. 348 p. \$12.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(4), 641-646.
<https://doi.org/10.7202/302624ar>

RYAN, William F., *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)*. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1966. Foreword, acknowledgements, table of contents, list of tables, introduction (5-16), text (17-302), appendix I, selected bibliography, index. 348 pages. \$12.00.

Voici un livre qui devrait faire parler de lui. Au sujet du rôle de l'Eglise dans le développement économique du Québec, on connaît le lieu-commun qui sévit. Pour la généralité des historiens et des publicistes, de quelque lieu qu'ils viennent: rôle d'obstruction, rôle d'éteignoir. Or, voici que, d'après l'auteur, ce jugement, au moins pour une importante période, aurait besoin d'être réexaminé, sinon réformé, en tout cas, fortement nuancé. Et l'avertissement provient, pour ce coup, non tout à fait d'un étranger, mais d'un quelqu'un qui peut se défendre de toute intention apologétique. Né Ontarien, M. Ryan a étudié et enseigné au Loyola College, mais a parfait ses études en Angleterre, à Louvain, à Harvard, à Saint-Louis, Missouri, se spécialisant en sciences économiques. Notons tout de suite l'intention de l'auteur: nullement celle de transformer l'Eglise du Québec en grand champion du développement économique en son milieu; et ce rôle d'ailleurs, ne l'étudier que dans une courte, quoiqu'importante période: les années 1896-1914. Pourquoi s'en tenir là? Parce que, au jugement d'économistes tels que Rostow et Firestone, l'année 1896 aurait été pour le Québec, autant que pour le reste du Canada, un véritable départ (take-off) en essor économique, essor qui, avec le début de la première grande guerre, prend plutôt une allure artificielle. Or, en cette période, l'auteur se fait fort de le prouver: loin de boudier l'industrialisation ou l'urbanisation, surtout en d'immenses régions telles que la Mau-

ricie et le Saguenay, l'Eglise québécoise, évêques et curés, ce que d'autres appelleraient le haut et le bas clergé, ont fait à l'évolution le plus bienveillant accueil. Elle apportait du travail, du pain au peuple; elle freinait l'émigration aux Etats-Unis. Au nom de quoi lui faire grise mine? Il se peut qu'à Montréal l'on y ait mis un peu plus de discrétion (262). Mais aux régions hospitalières, je pourrais, pour ma part, ajouter celle de Valleyfield où les autorités religieuses du temps entretenaient avec celles de la "Montreal Cotton", presque unique industrie de l'endroit, les plus cordiales relations. S'appuyant sur un texte de Léon Gérin (266), le Père Ryan nous montre le curé reproduisant, à sa mesure, l'œuvre, l'enseignement de son évêque, œuvre circonstanciée, colorée que la sienne, par son milieu plus restreint, hier arraché à la forêt, mais où l'on aperçoit dans ce prêtre, un bâtisseur d'église, d'école, organisateur de village, chef de la vie économique autant que chef spirituel. Ce clergé aurait-il donné plus qu'il ne faut dans ce que l'on a appelé "l'agriculturisme"? Qu'on ait freiné, autant que possible une trop rapide urbanisation qui disloquait l'armature sociale du pays, qui aurait droit de s'étonner? Puis, dans cette industrialisation menée à l'allure vertigineuse, l'homme évadé des campagnes trouvait si mince occupation. A la même heure, le gouvernement aidait si peu les écoles d'agriculture, presque toutes fondées par le clergé: Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Oka, et bientôt Sainte-Martine, qu'elles n'obtenaient que de loin la compétence et le prestige du Collège McDonald de Sainte-Anne-de-Bellevue. Les mêmes autorités politiques tardent toujours à faire le classement des sols, sols destinés à la forêt ou sols destinés à la culture. Et n'oublions pas, non plus, que l'enseignement de la géographie du Québec, surtout économique, retardait autant que l'enseignement de son histoire. Il faudra attendre jusqu'en 1943 les déclarations d'Esdras Minville sur le peu de sol propice à l'agriculture en Amérique du Nord, proportion que, pour le Québec il réduisait à 7 pour cent de son territoire (276-277).

La question devient plus complexe, plus grosse d'ambiguités, lorsque se pose le rôle de l'enseignement. Le système scolaire tel qu'il prévalait à cette période de 1896-1914 a-t-il favorisé ou nui au développement économique du Québec? Cette fois l'auteur se garde d'une réponse aussi ferme. Chose certaine: l'enseignement primaire ne mène pas assez loin son élève pour le pousser facilement vers les écoles spécialisées, agricoles ou techniques en voie de s'ériger. Trop d'écart subsiste entre les deux enseignements (284-285). Nul doute, non plus, que les collègues dits "commerciaux", inaptes à préparer des chefs d'entreprise, en restent à la

formation de petits commis pour magasins ou banques. Partout l'étude des sciences se révèle déficient. Il n'en reste pas moins, au jugement de l'auteur, que ce système d'enseignement ne se révèle pas si inférieur, même en son aspect pratique, à celui de l'Ontario (295).

Où donc établir les vraies responsabilités ? Au Québec, l'on ne laisse pas de se rendre compte de l'infériorité de l'enseignement des sciences. A Québec même, Mgr Joseph-Clovis Laflamme occupait le rôle d'un puissant initiateur. A Montréal, Mgr Bruchési réclamait, dans les collèges classiques, un enseignement des sciences qui permit une entrée facile à l'École polytechnique (263). Les causes suprêmes du mal, l'auteur est de ceux qui les font remonter à la conquête anglaise. Ce serait ne rien entendre, nous dit-il, à la situation économique des Canadiens français, si l'on ne se rendait compte que, dès la conquête anglaise et jusqu'au milieu du siècle dernier, les Canadiens ont toujours été considérés, en pratique, sinon en politique officielle, comme des étrangers (outsiders) promis, selon l'espoir des Britanniques, à l'assimilation (291). Le péché des Canadiens aurait donc été un péché de fidélité française. Ils vont s'entêter à survivre comme un peuple distinct à quelque prix que ce soit. Pendant ce temps le plus fort grugeait leur détermination; Anglais et Américains, entrepreneurs, capitalistes, ouvriers entraînés, bâtissent toute une économie, la leur, en dehors de la population québécoise. Les Canadiens français ne pouvaient prendre leur humble part à cette économie qu'en devenant bilingues. Volontiers le grand employeur se contentait de l'humble main-d'œuvre québécoise; quoique même non qualifiée; il l'estimait pour sa souplesse, son humeur pacifique. Il se réservait les hauts emplois. Un ingénieur canadien-français, désireux de monter haut dans l'usine ou ailleurs, devait non seulement faire preuve de compétence, mais encore se présenter bilingue et ses succès se proportionnaient à son habileté à devenir un "Englishman" (288). En résumé, pour le Canadien français qui ne s'anglicisait point, pas de part en l'exploitation de son pays (287-296).

Y avait-il remède à pareil état de choses? L'auteur évoque l'aide hypothétique de la France, en capitaux, en ingénieurs, en techniciens, etc.; il l'évoque sans y croire ni l'espérer surtout à cette période (291-292). Il songe aussi à un ressaisissement des Canadiens français se chargeant résolument eux-mêmes de leur vie économique. Hélas, c'était trop demander à leur incurable individualisme, incapables qu'ils se sont toujours montrés à simplement utiliser leur puissant pouvoir de consommation ou

d'achat. L'heure était d'ailleurs passée où, par leurs seuls moyens, ils auraient pu rattraper l'énorme avance de leurs rivaux.

L'auteur s'en prend gravement à l'Etat québécois. Il n'y voit qu'un gouvernement "socialiste", bien enfoncé dans la politique libérale du "laissez-faire". En hauts lieux, on se tiendrait pour satisfait, dans l'ordre économique, de se prêter aux caprices du "big business"; l'on s'en remettrait à lui dans l'exploitation des ressources de la province (293). D'autre part, se demande l'auteur, le clergé aurait-il mal vu un rôle plus actif de l'Etat? Des critiques, en effet, ont tant reproché à ce clergé sa peur de l'étatisme. En jugerait-on par ce qui s'est passé dans la province, après 1960, il ne semble guère que l'épouvantail de l'étatisme, en certains domaines, allât si loin. Puis, à tout prendre, quel si grand cas pouvait-on accorder aux interventions d'un Etat, si peu prodigue en aide raisonnable aux industries québécoises déjà existantes, et à des mouvements tels que le mouvement coopératif? Cet Etat avait fondé quelques écoles spécialisées. Elles restaient en si petit nombre, si éloignées les unes des autres et si mal servies de propagande qu'elles ne pouvaient attirer une large clientèle. Les historiens n'ont pas manqué qui ont dénoncé l'inactivité du gouvernement québécois, ses mesquins investissements dans l'économie de sa province (293 note). Il aurait pu, certes, se préoccuper davantage des modalités où s'effectuait l'industrialisation, fixer des conditions au capital étranger. Etat un tant soit peu adulte, il eût mal accepté cette invasion à la mode du cheval de Troie, où l'on contraignait les nationaux à parler la langue de l'envahisseur pour n'obtenir qu'un peu de travail et les miettes du petit salarié. Une idéologie, dirions-nous, — et l'on s'étonne que l'auteur ne l'ait pas aperçu — et plus encore qu'une idéologie, il manquait à l'Etat québécois une conscience: la conscience de ce qu'il est et de ce qu'il devait être. Lui qui, en 1867, s'était fait attribuer une sorte de statut particulier, paraissait ne s'en plus souvenir. Pour qu'il se découvre enfin "l'Etat national", "l'expression politique de la nation canadienne-française", selon l'une de ses hautes autorités politiques, il faudra attendre 1960 et cette profonde révolution d'esprit qu'on a appelée d'un nom étrange: la "révolution tranquille". Déjà pourtant, en 1921, si j'ose me citer, j'écrivais à la fin d'une enquête de la revue *l'Action française*, précisément sur le problème économique:

Mis à l'enchère publique, tout comme les plaines de l'Ouest canadien, notre territoire fut vendu aux plus hauts prenants, sans le moindre souci des droits nationaux. Le domaine national, le capital d'exploita-

tion n'ont jamais eu, pour nos gouvernants, de nationalité, pour cette raison qu'en leur esprit, l'Etat n'en avait point.

Et je continuais :

Il appartiendra à la jeune génération, si elle veut atteindre aux réalisations puissantes, de faire admettre que l'être ethnique de l'Etat québécois est depuis longtemps irrévocablement fixé. Une histoire déjà longue de trois siècles, la possession presque entière du sol par une race déterminée; un statut politique et national inscrit, amplifié, en toutes les constitutions politiques depuis 1774, tout cet ensemble a fait du Québec un Etat français qu'il faut reconnaître en théorie comme en pratique. Cette vérité suprême, il faut la replacer en haut pour qu'elle gouverne chez nous l'ordre économique, comme on admet spontanément qu'elle doive gouverner les autres fonctions de notre vie.

De cette aberration, plus encore que du libéralisme économique des gouvernants du Québec, est venu tout le mal.

A la fin de son ouvrage, l'auteur dessine ce qu'il appelle: "Suggested lines for future research". S'il avait seulement prolongé son étude jusque vers 1920, il aurait encore aperçu l'intervention active du clergé dans ce domaine qui n'est pourtant pas le sien. En 1916 j'étais professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales. Cette année-là, le recteur de l'Université, Mgr Dauth, et le président de l'Ecole, un M. Préfontaine, m'envoyèrent faire le tour de tous les collèges classiques de la province pour annoncer à la jeunesse l'affiliation de l'Ecole des Hautes Etudes à l'Université Laval et prêcher l'opportunité pressante d'entrer dans les carrières économiques. L'année même des B.A. prenaient le chemin de l'école. Et, depuis lors, le courant ne s'est pas interrompu.

Il ressort de cette brillante étude de M. Ryan que, si l'église du Québec n'a pas toujours joué, dans le domaine économique, un rôle actif, déterminant, le plus souvent un rôle plutôt marginal, son action ne fut jamais négative, encore moins nuisible. "Tout reste à faire", aurait-on admis à un récent colloque d'historiens à Québec. Sans doute, et il est plus facile de prononcer sur le rôle de l'Eglise québécoise un jugement global, que de justifier ce jugement. Au reste, l'auteur de *The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914)* n'a pas prétendu écrire l'apologie

du clergé. Son œuvre est une œuvre de franchise, une recherche de la vérité. En ce chapitre de l'histoire du clergé québécois, il n'a pas caché les faux-pas, les lacunes. Il ne fera pas disparaître tous les préjugés. Il en fera disparaître quelques-uns. C'est déjà beaucoup pour un historien.

LIONEL GROULX, prêtre